



PROTOCOLIZACION DE:  
**POUVOIR N° 1/98**

Je soussigné, Pascal DEIZAGUIRRE, Directeur Général du Centre Lignes Amériques, domicilié à Roissy Charles de Gaulle (BP 10201), agissant en cette qualité au nom et pour le compte de la Compagnie Nationale AIR FRANCE, société anonyme régie par le Code de l'Aviation civile et par les lois sur les sociétés anonymes, au capital de : 10 548 532 152 FRF, dont le siège est à Roissy Charles de Gaulle cédex BP 10201, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° Bobigny B 552 043 002, et en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par le Directeur Général Adjoint Commercial International - Centres de Lignes de la Compagnie Nationale Air France, Monsieur Patrick ALEXANDRE,

Délègue par les présentes à :

Monsieur Franck LEGRE,

lequel élit domicile à BOGOTA.

- Tous pouvoirs pour agir à ce titre en COLOMBIE, EQUATEUR, PEROU et BOLIVIE suivant les instructions qu'il reçoit de la Direction Générale du CDR Lignes Amériques, en représentant et engageant valablement la Compagnie vis-à-vis de tous tiers, administrations publiques et autorités officielles, toucher et recevoir toutes sommes qui sont ou pourraient être dues à la Compagnie, à quelque titre que ce soit, en particulier, toutes sommes provenant de subventions ou redevances postales ou autres, ou dues par les administrations locales à la Compagnie, faire verser ou virer ces sommes à tous comptes en banques ; payer les sommes que ladite compagnie peut et pourra devoir : retirer de la poste et de tous roulages, messageries, ou chemin de fer, ou recevoir à domicile les lettres, télégrammes, paquets, colis chargés ou non, renfermant ou non des valeurs déclarées à la Compagnie ; se faire remettre ou toucher tous mandats ; représenter la Compagnie vis-à-vis des douanes locales, ainsi qu'auprès des autres administrations, remplir toutes formalités, notamment pour se conformer aux dispositions locales ; signer toutes déclarations, soumissions, acquits à caution, reconnaissances de consignation, quittances de remboursement de droits indûment perçus, procès-verbaux de saisies et transactions provisoires ou définitives, règlement de droit et enfin tous actes quelconques.

*Handwritten signature or initials.*



- Opérer le retrait de toutes sommes consignées, remettre ou se faire remettre tous titres et pièces, donner et recevoir toutes bonnes et valables quittances et décharges, représenter la Compagnie devant la Justice Civile et Criminelle compétente.

- Citer et recevoir des citations, mêmes initiales, établir et révoquer les pouvoirs ad iudicia donnés aux Avocats, signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

Il est toutefois précisé que la présente délégation de pouvoirs ne concerne pas le fonctionnement des comptes qui sont ou pourront être ouverts au nom de la Compagnie chez tous Etablissements bancaires ou de crédits, et pour lesquels des pouvoirs particuliers sont ou seront établis.

- Consentir et accepter tous baux et locations de tous meubles et immeubles, pour la durée et aux prix, charges et conditions qu'il avisera, y apporter toutes modifications, faire toutes résiliations, avec ou sans indemnités, consentir toutes cessions et sous-locations.

- Donner toutes garanties sur tous baux et contrats de locations des biens immeubles, pour la durée et aux prix, charges et conditions qu'il avisera, y apporter toutes modifications, faire toutes résiliations, avec ou sans indemnités, consentir toutes cessions et sous-locations.

- Acheter ou vendre le mobilier et les véhicules automobiles,

- Prendre, lorsqu'elles relèvent de ses attributions, toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et la réglementation mettent à la charge de la Compagnie notamment mais non exclusivement en matière aéronautique, ou en matière de circulation, d'entretien ou d'équipement des véhicules terrestres.

- Prendre les mesures qui s'imposent en matière de législation du travail, d'hygiène et de sécurité des agents de la Compagnie placés sous son autorité, étant entendu qu'il devra notamment veiller au respect de toutes les dispositions concernant les conditions de travail du personnel, la surveillance des locaux de travail, la prévention des accidents du travail particulièrement en ce qui concerne la circulation des véhicules et engins, l'utilisation des machines et dispositifs de protection, le maniement de substances toxiques ou nocives, la prévention des incendies et, de façon générale, toutes prescriptions visant l'hygiène et la sécurité des agents de la Compagnie.

- Prendre toutes les mesures susceptibles d'éviter les accidents causés à des tiers, quels qu'ils soient.



0 5 5 6 4 7  
MINISTRE  
DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES  
STES  
PARIS CHAILLOT

3709570294  
0000003  
REPUBLIQUE  
\*010  
FRANÇAISE

- Prendre vis-à-vis des agents d'Air France relevant de son autorité ou proposer à leur égard toutes sanctions aux infractions commises dans le domaine de la sécurité, sous réserve du respect des procédures disciplinaires prévues par le Statut et ses règlements d'application ou le contrat de travail desdits agents.

- Il pourra transférer, en cas d'absence, à un mandataire substitué, le bénéfice complet de la présente délégation de pouvoirs.

Le titulaire de la présente délégation devra, en vertu de ladite délégation, assumer toutes les responsabilités que la loi et la réglementation mettent à la charge du chef d'entreprise, lesdites responsabilités lui étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Le titulaire de la présente délégation manifestera son acceptation des pouvoirs qui lui sont conférés, en apposant sur un exemplaire de la présente, la mention manuscrite "bon pour acceptation de pouvoirs", et en datant et signant après cette mention.

La présente délégation de pouvoirs reste valable jusqu'au changement d'affectation ou jusqu'à la révocation du titulaire.

Les délégations ou transferts de pouvoirs, qui auraient pu être consentis par le titulaire, ne pourront de leur côté rester valables après expiration de la présente délégation.

Fait à Roissy, le 14 octobre 1998

*du et approuvé*  
*Don par délégation de pouvoirs*

*[Signature]*

*[Signature]*

3 Juin 1997

CERTIFIÉE VÉRITABLE  
la signature de

*M. Pascal DE TRAGUIRAC*

apposée ci-dessus

Paris, le 14 octobre 1998

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
Constata que la présente certification de signature  
a été effectuée conformément à la loi française  
Pour le Ministre et par délégation



*[Signature]*  
Agnès BEDIN

1000000

REPUBLICA DEL ECUADOR  
CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS

Presentada para autentificar la firma que  
antecede, el suscrito Consul  
del Ecuador en Paris  
certifica que es auténtrica, siendo la que  
usa lo señor a Agnes Bedier

en todas sus actuaciones.

Autenticación N° 1451/98

Tarifa Arancelaria Fr. 13.-

Valor de la actuación U. \$ 30.-

Lugar y fecha Paris, 13 de octubre 1908

Firma del funcionario

  
Pablo Galarza  
Ministro,  
Encargado de Asuntos  
Consulares



14928

Pablo Galarza -  
Ministro - Encargado de  
Asuntos Consulares -



PABLO E. CASTRO ET  
ENCARGADO ADMINISTRATIVO



**OFICINA JURÍDICA AGUINAGA - MENESES**

Dr. Marcial Aguinaga M. - Dr. Carlos Contreras V.  
Lcda. Alba Aguinaga Y. - Lcda. M. Fernanda Aguinaga Y  
TERESA DE CEPEDA No. 300 Y AV. REPÚBLICA  
Tel.: 444492 - 240666 - Apartado 17-7-9163  
Fax: (593-2)-240 666  
QUITO - ECUADOR

0000004



SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

DOCTOR MARCIAL AGUINAGA MENESES, ecuatoriano, mayor de edad, de estado civil casado, de profesión abogado, domiciliado en esta ciudad de Quito, a usted atentamente digo:

Adjunto el poder N° 1/98 conferido por el señor PASCAL DE IZAGUIRE, Director General del Centro de Líneas Americanas de la compañía Nacional Francesa Air France, en Roissy, París - Francia, el 1 de octubre de 1998, ante el Notario Asociado Dr. Francois Xavier Horen, a favor del señor Franck Legre mediante el cual le designa como apoderado y representante de la compañía Air France en el Ecuador.

El documento en referencia se halla redactado en idioma Francés.

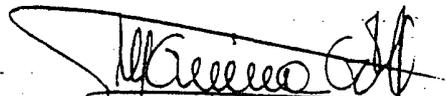
Con los antecedentes anotados, solicito a usted señor Juez, se sirva ordenar la traducción al Castellano del documento anteriormente indicado y que previas las formalidades de Ley se apruebe mediante sentencia.

Para la traducción solicitada se servirá nombrar perito-traductor, nombramiento para el cual sugiero el nombre de la señora Licenciada Maria Fernanda Aguinaga de Santacruz.

Al perito designado se le señalará día y hora para que se poseione de su cargo, y se le concederá el respectivo término para que presente su informe.

Aprobado que sea el informe, se dignará ordenar se me devuelvan originales.

Recibiré notificaciones en mi casillero judicial N° 485

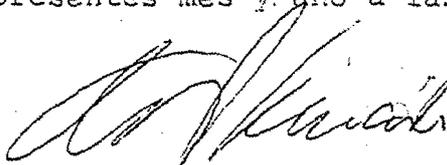
  
Dr. MARCIAL I. AGUINAGA M.  
ABOGADO  
Casillero Judicial N° 485  
Matrícula N° 1146 - QUITO

Presentado hoy día siete de mayo de mil novecientos noventa y nueve, catorce horas. - Certifico. -

Lcda. Juan Salvador Vásquez

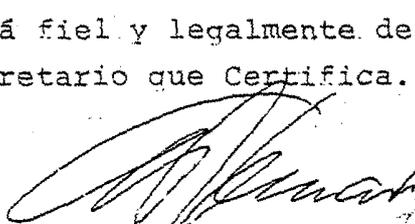
SECRETARIO

JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.- Quito, mayo 10 de 1.999, las 16h00.- VISTOS: La petición anterior es clara y reúne los requisitos de Ley, en consecuencia, procédase a traducir al castellano el documento que en idioma extranjero se acompaña, al efecto se nombra perito a la señora Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz, quién tomará posesión de su cargo el día de mañana 11 de los presentes mes y año a las nueve horas.-



Dr. Germán González del Pozo

En Quito, a once de mayo de mil novecientos noventa y nueve a las diez horas, menos quince minutos, ante el Dr. Germán González del Pozo, Juez Vigésimo de lo Civil e infrascrito Secretario comparece la señora Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz, con el objeto de posesionarse del cargo de perito en esta diligencia. Al efecto juramentada en legal forma y previo el cumplimiento de las formalidades legales manifiesta que se desempeñará fiel y legalmente del cargo y firma con el señor Juez y Secretario que Certifica.



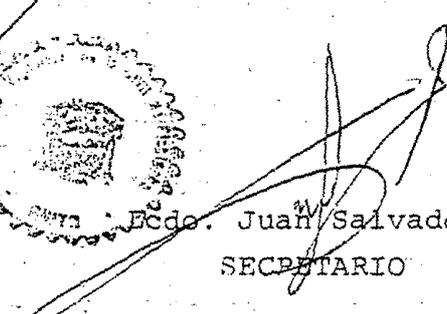
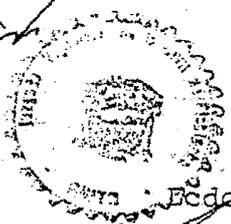
El Juez

María Fernanda Aguinaga

Compareciente

PERITO

C.C. 170692375-0



Lcdo. Juan Salvador Vásquez

SECRETARIO

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

Lcda. MARIA FERNANDA AGUINAGA DE SANTACRUZ, nombrada y posesionada como perito-traductora del poder N° 1/98 otorgado por el señor PASCAL DE IZAGUIRRE en su calidad de Director General del Centro de Líneas Americanas, a favor del señor Franck Legre como Apoderado y Representante de la Compañía Nacional Francesa AIR FRANCE para: Colombia, Ecuador, Perú y Bolivia, documento que se halla redactado en idioma francés para que sea traducido al castellano, presento el informe que contiene las versiones encomendadas de acuerdo al siguiente texto:

PODER N° 1/98

El infrascrito PASCAL IZAGUIRRE, Director General del Centro de Líneas Americanas, domiciliado en Roissy Charles de Gaulle (Bp 10201) actuando en esta calidad y por cuenta de la Compañía Nacional AIR FRANCE, Sociedad Anónima regulada por el Código de Aviación Civil y por las Leyes relativas a las Sociedades Anónimas, con un capital de 10.548.532.152 fr f, con sede en Roissy Charles de Gaulle cédex-Bp 10201, matriculada en el Registro Mercantil y de las sociedades bajo el número París B 552 043 002, y en virtud de los poderes que me han sido conferidos por el Director General Comercial Internacional Adjunto-Centro de Líneas de la Compañía Nacional AIR FRANCE, señor Patrick Alexander.

Delega por medio de la presente a:

Señor Franck Legre, quién elige como domicilio Bogotá.

Todos los poderes para actuar bajo el título en Colombia, Ecuador, Perú y Bolivia siguiendo las instrucciones que reciba de la Dirección General de la CDR Líneas Americanas, representando y comprometiendo válidamente a la compañía frente a terceros, administraciones públicas y autoridades oficiales, para que pueda cobrar y recibir toda suma que pudiere ser adeudada a la compañía, al título que fuera, en particular toda suma proveniente de subvenciones o rentas postales u otras, o adeudadas por las administraciones locales a la compañía para que pueda depositar



M. Fernanda Aguinaga

M. Fernanda Bujinaga

o transferir esas sumas a cuentas en bancos: pagar las sumas que la misma compañía pueda o pudiere deber: para que pueda retirar del correo y de todo transporte, mensajería o ferrocarril, o recibir a domicilio cartas, telegramas, paquetes, bultos certificados o no, conteniendo o no valores declarados a la compañía, para que pueda hacerse remitir o recibir todo mandato: representar a la compañía frente a las aduanas locales, así como en relación a otras administraciones, llenar toda formalidad, observando que se ajusten a las disposiciones locales: firmar declaraciones, sumisiones, guías, reconocimientos de consignación, finiquitos de reembolso de derechos indebidamente recaudados, procesos verbales de embargos y transacciones provisionales o definitivas, reglamento de derecho y en fin cualquier acto necesario.

Operar el retiro de sumas consignadas, remitir o hacerse remitir títulos y piezas, dar y recibir bonos y finiquitos válidos y descargos, representar a la compañía ante la justicia civil y penal competente.

Citar y recibir citaciones, aún las iniciales, establecer y revocar los poderes ad juditia conferidos a los Abogados, firmar actas y piezas y generalmente hacer lo necesario.

Es preciso señalar que la presente delegación de poderes no concierne al funcionamiento de cuentas que existen o pudieren abrirse a nombre de la compañía en establecimientos bancarios o de crédito, para tal objetivo se establecerán poderes especiales o particulares.

Consentir y aceptar contratos de arriendo y alquiler de muebles o inmuebles, por el tiempo, precio, cargas y condiciones que el considere, aportar modificaciones, rescindir, con o sin indemnización, consentir cesiones y subarriendos.

Otorgar garantías sobre todo contrato de arriendo y alquiler de bienes inmuebles, por el tiempo, precio, cargas y condiciones que el considere, aportar modificaciones, rescindir, con o sin indemnización, consentir cesiones y subarriendos.

Comprar y vender muebles y vehículos.

Tomar hasta que sea relevado de sus atribuciones, todas las medidas necesarias para asegurar el respeto de obligaciones de la naturaleza que la Ley y el



Reglamento impongan a la compañía, pero no exclusivamente en materia aeronáutica, sino también en materia de circulación, de mantenimiento o de equipamiento de vehículos terrestres.

Tomar las medidas necesarias en materia de legislación del trabajo, de higiene y de seguridad de los empleados de la compañía que estén bajo su autoridad, entendiéndose que deberá sobre todo velar por el respeto de todas las disposiciones concernientes a las condiciones de trabajo del personal, la vigencia de los locales de trabajo, la prevención de accidentes de trabajo, particularmente en lo que concierne a la circulación de vehículos y artefactos, a la utilización de máquinas y dispositivos de protección, al manejo de sustancias tóxicas y nocivas, la prevención de incendios y de manera general, toda prescripción relativa a la higiene y seguridad de los empleados de la compañía.

Tomar las medidas susceptibles para evitar los accidentes causados a terceros.

Tomar en relación a los empleados de Air France las medidas para relevarles de su autoridad o imponerles sanciones para las infracciones cometidas en materia de seguridad, bajo reserva del respeto de procedimientos disciplinarios previstos por el Estatuto y sus reglamentos de aplicación o del contrato de trabajo de dichos empleados.

El apoderado podrá transferir, en caso de ausencia a un mandatario sustituto, el beneficio completo de la presente delegación de poderes.

El titular de la presente delegación deberá, en virtud de la mencionada delegación, asumir todas las responsabilidades que la Ley y el Reglamento impongan a cada Jefe de la Empresa, responsabilidades que le han sido expresamente delegadas al mismo tiempo que los poderes correspondientes.

El titular de la presente delegación manifestará su aceptación de los poderes que le son conferidos, colocando sobre un ejemplar de la presente, la mención manuscrita "Acepto la delegación de poderes"; fechado y firmado después de esta mención.

La presente delegación de poderes será válida hasta el cambio de afectación o hasta la revocatoria del titular.

Las delegaciones o transferencias de poderes que hubieren podido ser consentidas por el titular, no serán válidas después de la expiración de la presente delegación.

M. Fernanda Aguirreaga



0000000

Hecho en Roissy el 1° de octubre de 1998.

(Firma ilegible)

(Sello Seco) Dr. Francois Xavier Horen

Notario Asociado de París

Corte de Apelaciones

Certifico como verdadera

La firma de

M. PASCAL DE IZAGUIRRE

Que consta en la parte inferior

París, 1° de octubre de 1998

(Firma ilegible)

El Ministerio de Relaciones Exteriores

Constata que la presente certificación de la firma

Se ha efectuado conforme a la Ley francesa.

Por el Ministerio y por Delegación.

(Firma) AGNES BEDIN

(Sello) Ministerio de Relaciones Exteriores

Hasta aquí la traducción.

(Al reverso de la última página consta la autenticación de la firma del señor Agnes Bedin, por parte del Consulado del Ecuador en París).

Dejo a salvo cualquier error u omisión involuntarios.

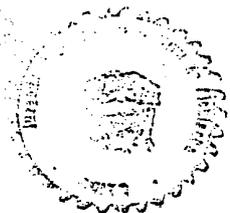
*M. Fernanda Aguinaga*

LCDA. MARÍA FERNANDA AGUINAGA DE SANTACRUZ

C.C. 170692375-0

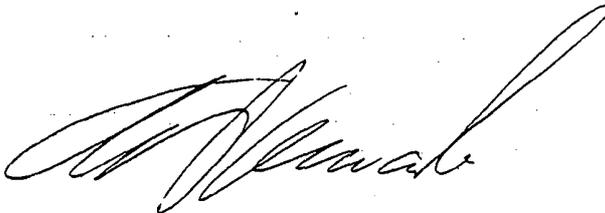
Presentado hoy día, doce de mayo de mil novecientos noventa y nueve, a las diez horas.- Certifico.-

*[Firma]*  
El Secretario



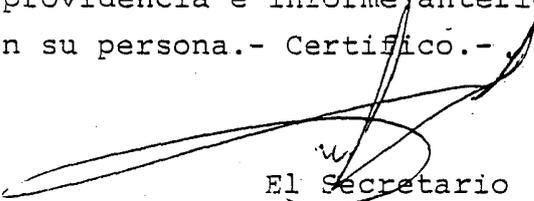
0000007

JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.- Quito, mayo 12  
de 1.999 a las 11h00.- El informe que antecede, póngase en conocimiento de las partes a fin de que sea aprobado u observado en el término de 24 horas.-



Dr. Germán González del Pozo

En Quito, a 12 de mayo de 1.999, a las diecisiete horas, notifiqué con la providencia e informe anteriores al Dr. Marcial Aguina ga Meneses, en su persona.- Certifico.-



El Secretario  
Lcdo. Juan Salvador Vásquez



000005

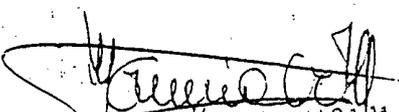
**OFICINA JURÍDICA AGUINAGA - MENESES**

Dr. Marcial Aguinaga M. - Dr. Carlos Contreras V.  
Lcda. Alba Aguinaga Y. - Lcda. M. Fernanda Aguinaga Y  
TERESA DE CEPEDA No. 300 Y AV. REPÚBLICA  
Tel.: 444492 - 240666 - Apartado 17-7-9163  
Fax: (593-2) 240 666  
QUITO - ECUADOR

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

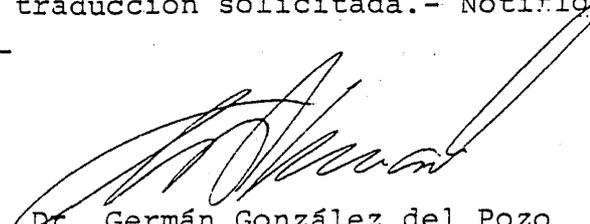
DR. MARCIAL AGUINAGA MENESES, en la diligencia de traducción del poder N° 1/98 otorgado por el señor PASCAL DE IZAGUIRRE en su calidad de Director General del Centro de Líneas Americanas de la Compañía Nacional Francesa Air France, en Roissy, París - Francia, el 1 de octubre de 1998, ante el Notario Asociado Dr. Francois Xavier Horen, a favor del señor Franck Legre mediante el cual se le designa como apoderado y representante de la compañía Air France en el Ecuador, a Ud. atentamente digo:

Que estoy de acuerdo con el texto del informe presentado por la perito-traductora señora Licenciada María Fernanda Aguinaga de Santacruz ya que el mismo contiene el texto fidedigno de la traducción del documento que tengo solicitado sea aprobado mediante sentencia.

  
DR. MARCIAL I. AGUINAGA M.  
ABOGADO  
Casillero Judicial N° 465  
Matrícula N° 1146 - QUITO

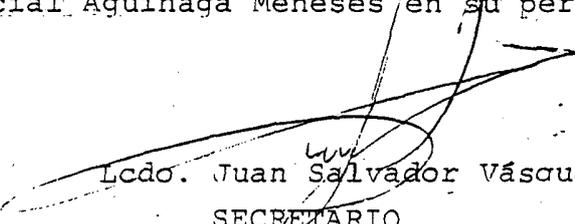
Presentado hoy día trece de mayo de mil novecientos noventa y nueve, las diez horas.- Certifico.-

JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.- Quito, mayo 13 de 1.999, las 11h00.- VISTOS: Por no haberse formulado observación alguna al informe traducción presentado por el perito Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz, ADMINISTRANDO JUSTICIA EN NOMBRE DE LA REPUBLICA Y POR AUTORIDAD DE LA LEY, aprueba en todas sus partes, la traducción solicitada.- Notifíquese y devuélvase originales.-

  
Dr. Germán González del Pozo

0000008

En Quito, a catorce de mayo de mil novecientos noventa y nueve a las quince horas, notifiqué con la sentencia anterior al Dr. Marcial Aguinaga Meneses en su persona.- Certifico.-

  
Lcdo. Juan Salvador Vásquez  
SECRETARIO



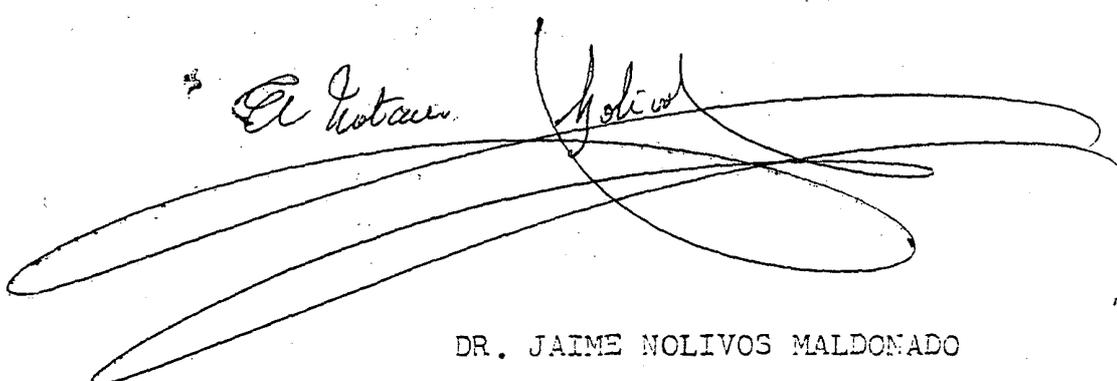
RA

2000000

ZON : A petición del doctor Marcial Aguinaga, protocolizo en mi registro de escrituras públicas del corriente año , y en diez fojas útiles, el Poder que antecede.- Quito, a catorce de junio de mil novecientos noventa y nueve.- (firmado ) El Notario doctor Jaime Nolivos Maldonado.- Sigue un sello.-

Es PRIMERA COPIA CERTIFICADA, del Poder, que se halla protocolizado en mi registro de escrituras públicas.- La Confiero en Quito, a catorce de junio de mil novecientos noventa y nueve.-

*El Notario Nolivos*



DR. JAIME NOLIVOS MALDONADO  
NOTARIO DECIMO SEGUNDO



RA-

RESOLUCION No. 99.1.1.1. **1823**

DR. ROBERTO SALGADO VALDEZ  
INTENDENTE DE COMPAÑIAS DE QUITO

**C O N S I D E R A N D O S:**

QUE se han presentado a este Despacho tres testimonios de la protocolización otorgada ante el Notario Público Segundo del cantón Quito, el 14 de junio de 1999 que contiene el Poder que el señor Director General del Centro de Líneas Americanas de la compañía extranjera AIR FRANCE confiere al señor FRANCK LORAN de nacionalidad francesa, con la solicitud para su calificación;

QUE la Dirección Jurídica de Trámites Especiales, mediante Memorando No. 30.10.010PE.99.09 de 25 de julio de 1999, ha emitido informe favorable sobre la suficiencia del mencionado Poder;

el uso de las facultades conferidas por el señor Superintendente de Compañías mediante Resolución No. 104-98219 de 13 de octubre de 1998.

**R E S U L T A D O S:**

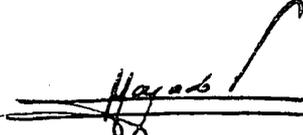
ARTICULO PRIMERO.- CALIFICAR de suficientes los documentos otorgados en el exterior, atinentes al Poder constance en la protocolización referida.

ARTICULO SEGUNDO.- DISPONER que el Registrador Mercantil del Distrito Metropolitano de Quito: a) inscriba el mencionado Poder junto con esta Resolución; tome nota de estos documentos al margen de la inscripción del permiso para operar en el Ecuador de la compañía extranjera AIR FRANCE de 14 de enero de 1988; y, b) sienta las razones respectivas.

ARTICULO TERCERO.- DISPONER que el texto íntegro del Poder se publique, por una vez, en uno de los periódicos de mayor circulación en el Distrito Metropolitano de Quito.

Cumplido lo anterior, remítase a este Despacho copia certificada de la protocolización respectiva.

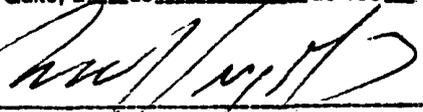
COMUNIQUESE.- DADA y firmada en el Distrito Metropolitano de Quito. **29 JUL. 1999**

  
DR. ROBERTO SALGADO VALDEZ

Con esta fecha queda INSCRITA la presente Resolución, bajo el N° 1850 del REGISTRO MERCANTIL, Tomo 130 se da así cumplimiento a lo dispuesto en la misma, de conformidad a lo establecido en el Decreto 733 del 22 de Agosto de 1975, publicado en el Registro Oficial 878 del 29 de Agosto del mismo año.  
Quito, a 9 de AGOSTO de 1999

XLV/mr.  
Exp. 41  




  
DR. RAUL GAYBOR SECAIRA  
REGISTRADOR MERCANTIL  
DEL CANTON QUITO



**REGISTRO MERCANTIL  
DEL CANTON QUITO**

ZON:- En esta fecha queda inscrito el presente Documento y la RESOLUCION número MIL OCHOCIENTOS VEINTE Y TRES DEL SEÑOR INTENDENTE DE COMPANIAS DE QUITO de 29 de Julio de 1.999, bajo el número 1850 del REGISTRO MERCANTIL, Tomo 130.- Se tomó nota al margen de la inscripción número 20 del REGISTRO MERCANTIL de catorce de Enero de mil novecientos sesenta y cinco, a Fojas 25 Vta., Tomo 96.- Queda archivada la SEGUNDA COPIA certificada de la Protocolización de 14 de Junio de 1.999, otorgada ante el NOTARIO DECIMO SEGUNDO, del Distrito Metropolitano de Quito, DOCTOR JAIME NOLIVOS MALDONADO, referente al PODER que otorga la COMPANIA EXTRANJERA " AIR FRANCE " a favor del SEÑOR FRANCK LEGRE.- Se fijo un extracto para conservarlo por seis meses según ordena la Ley con el número 1220.- Se da así cumplimiento a lo dispuesto en el ARTICULO SEGUNDO de la citada RESOLUCION, de conformidad a lo establecido en el Decreto 733 de 22 de Agosto de 1.975, publicado en el Registro Oficial 878 de 29 de Agosto del mismo año.- Se anotó en el Repertorio bajo el número 014542.- Quito, a nueve de Agosto de mil novecientos noventa y nueve.- EL REGISTRADOR.



DVN.-

0000010

# PODER OTORGADO AL SEÑOR FRANCK LEGRE COMO REPRESENTANTE DE LA COMPANIA AIR FRANCE PARA: COLOMBIA, ECUADOR, PERU Y BOLIVIA

**SEÑOR SUPERINTENDENTE DE COMPAÑIAS**  
**MARIA ISABEL SALVADOR CRESPO, GERENTE DE LA COMPANIA SORCIAIR CIA. LTO. REPRESENTANTE EN EL ECUADOR DE LA COMPANIA AIR FRANCE.**

Adjunto a la presente tres copias certificadas del poder N° 1/98 otorgado a favor del señor FRANCK LEGRE en París, el 1° de octubre de 1998 en Roissy, Francia, ante el Notario Asociado, Dr. Francois Xavier Horen, por el señor Pascal de Izaguirre en su calidad de Director General del Centro de Líneas Americanas de la Compañía Nacional Air France, mediante el cual se le designa como Representante de la Compañía Air France, para: COLOMBIA, ECUADOR, PERU Y BOLIVIA.

El documento anteriormente indicado se encuentra legalizado por el Cónsul del Ecuador en Francia y la traducción del francés al castellano ha sido aprobada mediante sentencia por el Juez Vigésimo de lo Civil de Pichincha, todo lo cual se encuentra protocolizado en la Notaría Décima Segunda del cantón Quito.

Con estos antecedentes y de conformidad con las disposiciones legales pertinentes, solicito a usted señor Superintendente, se digno ordenar lo siguiente:

**PRIMERO.-** La aprobación del Poder antes indicado.  
**SEGUNDO.-** La publicación por la prensa del texto del Poder.  
**TERCERO.-** La inscripción del Poder en el Registro Mercantil del cantón Quito. Recibirá notificaciones en el castillo judicial N° 485 perteneciente al Dr. Marcial Aguinaga Meneses, abogado de la compañía AIR FRANCE en el Ecuador.

Maria Isabel Salvador Crespo  
 GERENTE DE SORCIAIR CIA. LTO.  
 REPRESENTANTE DE AIR FRANCE EN EL ECUADOR

Dr. Marcial Aguinaga Meneses  
 MATRICULA 1148 - QUITO

## SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

**DOCTOR MARCIAL AGUINAGA MENESES**, ecuatoriano, mayor de edad, de estado civil casado, de profesión abogado, domiciliado en esta ciudad de Quito, a usted atentamente digo:

Adjunto el Poder N° 1/98 conferido por el señor PASCAL DE IZAGUIRRE, Director General del Centro de Líneas Americanas de la Compañía Nacional Francesa Air France, en Roissy, París-Francia, el 1° de octubre de 1998, ante el Notario Asociado Dr. Francois Xavier Horen, a favor del señor Franck Legre mediante el cual se le designa como apoderado y representante de la compañía Air France en el Ecuador.

El documento en referencia se halla redactado en idioma francés. Con los antecedentes anotados, solicito a usted señor Juez, se sirva ordenar la traducción al castellano del documento anteriormente indicado y que previas las formalidades de ley se apruebe mediante sentencia. Para la traducción solicitada se servirá nombrar perito-traductor, nombramiento por el cual sugiero el nombre de la señora licenciada María Fernanda Aguinaga de Santacruz.

Al Poder otorgado se le señalará día y hora para que sea posesión de su cargo, y se otorgará el respectivo término para que presente su informe. Aprobado que sea el Informe, se designará ordenar se ma devuelvan originales. Recibirá notificaciones en mi castillo judicial N° 485.

Dr. Marcial I. Aguinaga M.  
 ABOGADO  
 Castillero Judicial N° 485  
 Matrícula N° 1148 - Quito

Presentado hoy día siete de mayo de mil novecientos noventa y nueve, a las diez horas - Certifico.

Lcdo. Juan Salvador Vásquez  
 SECRETARIO

**JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.-** Quito, mayo 10 de 1999, a las 16:00.- VISTOS: La petición anterior en el Registro Mercantil de ley, en consecuencia, procedo a traducir al castellano el documento que en idioma extranjero se acompaña, al efecto se nombra perita a la señora Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz, quien tomará posesión de su cargo el día de mañana 11 de los presentes mes y año, a las nueve horas.

Dr. Germán González del Pozo

En Quito, a once de mayo de mil novecientos noventa y nueve, a las diez horas menos quince minutos, ante el Dr. Germán González del Pozo, Juez Vigésimo de lo Civil e infrascrito Secretario comparece la señora Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz, con el objeto de posesionarse del cargo de perito en esta diligencia. Al efecto juramentada en legal forma y previo el cumplimiento de las formalidades legales manifiesta que se desempeñará fiel y legalmente del cargo y firma con el señor Juez y Secretario que certifica.

EL JUEZ  
 M. Fernanda Aguinaga  
 Compareciente  
 PERITA  
 c.c. 170692375-0  
 Lcdo. Juan Salvador Vásquez  
 SECRETARIO

## SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

Lcda. MARIA FERNANDA AGUINAGA DE SANTACRUZ, nombrada y posesionada como perito-traductora del Poder N° 1/98 otorgado por el señor PASCAL DE IZAGUIRRE en su calidad de Director General del Centro de Líneas Americanas, a favor del señor Franck Legre como apoderado y representante de la Compañía Nacional Francesa AIR FRANCE para: Colombia, Ecuador, Perú y Bolivia, documento que se halla redactado en idioma francés para que sea traducido al castellano, presento el Informe que contiene las versiones encomendadas de acuerdo al siguiente texto:

### PODER N° 1/98

El infrascrito PASCAL IZAGUIRRE, Director General del Centro de Líneas Americanas, domiciliado en Roissy, Charles de Gaulle (Bp 10201) actuando en esta calidad y por cuenta de la Compañía Nacional AIR FRANCE, Sociedad Anónima regulada por el Código de Aviación Civil y por las leyes relativas a las Sociedades Anónimas, con un capital de 10.548.532.152 fr. l., con sede en Roissy, Charles de Gaulle cédex-Bp 10201, matriculada en el Registro Mercantil y de las sociedades bajo el número Paris B 552 043 002, y en virtud de los poderes que me han sido conferidos por el Director General Comercial Internacional Adjunto - Centro de Líneas de la Compañía Nacional AIR FRANCE, señor Patrick Alexander.

Deloga por medio de la presente a: señor Franck Legre, quien elige como domicilio Bogotá.

Todos los poderes para actuar bajo el título en Colombia, Ecuador, Perú y Bolivia siguiendo las instrucciones que reciba de la Dirección General de la CDR Líneas Americanas, representando y comprometiéndome válidamente a la compañía frante

a terceros, administraciones públicas y autoridades oficiales, para que pueda cobrar y recibir toda suma que pudiere ser adeudada a la compañía, al título que fuere, en particular toda suma proveniente de subvenciones o rentas postales u otras, o adeudadas por las administraciones locales a la compañía para que pueda depositar o transferir esas sumas a cuentas en bancos; pagar las sumas que la misma compañía pueda o pudiere deber; para que pueda retirar del correo y de todo transporte, mensajería o ferrocarril, o recibir o domicilio cartas, telegramas, paquetes, bultos certificadas o no, contenido o no valores declarados a la compañía, para que pueda hacerlos recibir o recibir todo mandato; representar a la compañía frente a las aduanas locales, así como en relación a otras administraciones, llenar toda formalidad, observando que se ajusten a las disposiciones locales; firmar declaraciones, sumisiones, guías, reconocimientos de consignación, finiquitos de reembolso de derechos indebidamente recaudados, procesos verbales de embargos y transacciones provisionales o definitivas, reglamento de derecho y en fin cualquier acto necesario.

Operar el retiro de sumas consignadas, ramillar o hacerse ramillar títulos y piezas, dar y recibir bonos y finiquitos válidos y descargos, representar a la compañía ante la Justicia civil y penal competente.

Citar y recibir citaciones, aun las iníciales, establecer y revocar los poderes adjuntados contenidos en los abogados, firmar actas y piezas y generalmente hacer lo necesario.

Es preciso señalar que la presente delegación de poderes no concierne al funcionamiento de cuentas que existen o pudieren abrirse a nombre de la compañía en establecimientos bancarios o de crédito, para tal objetivo se establecerán poderes especiales o particulares.

Consentir y aceptar contratos de arriendo y alquiler de muebles o inmuebles, por el tiempo, precio, cargas y condiciones que él considere, aportar modificaciones, rescindir, con o sin indemnización, consentir cesiones y subarrendos, Otorgar contratos sobre todo contrato de arriendo y alquiler de bienes inmuebles, por el tiempo, precio, cargas y condiciones que él considere, aportar modificaciones, rescindir, con o sin indemnización, consentir cesiones y subarrendos. Compar y vender muebles y vehículos.

Tomar hasta que sea relevado de sus atribuciones, todas las medidas necesarias para asegurar el respeto de obligaciones de la naturaleza que la Ley y el Reglamento impongan a la compañía, pero no exclusivamente en materia aeronáutica sino también en materia de circulación, de mantenimiento o de equipamiento de vehículos terrestres.

Tomar las medidas necesarias en materia de legislación del trabajo, de higiene y de seguridad de los empleados de la compañía que estén bajo su autoridad, entendiéndose que deberá sobre todo velar por el respeto de todas las disposiciones concernientes a las condiciones de trabajo del personal, la vigencia de los locales de trabajo, la prevención de accidentes de trabajo, particularmente en lo que concierne a la circulación de vehículos y artefactos, a la utilización de máquinas y dispositivos de protección, al manejo de sustancias tóxicas y nocivas, la prevención de incendios y de manera general, toda prescripción relativa a la higiene y seguridad de los empleados de la compañía.

Tomar las medidas susceptibles para evitar los accidentes causados a terceros. Tomar en relación a los empleados de Air France las medidas para relevarlos de su autoridad o imponer sanciones para las infracciones cometidas en materia de seguridad, bajo reserva del respeto de procedimientos disciplinarios previstos por el Estatuto y sus reglamentos de aplicación o del contrato de trabajo de dichos empleados.

El apoderado podrá transferir, en caso de ausencia a un mandatario sustituto, el beneficio completo de la presente delegación de poderes.

El titular de la presente delegación, deberá, en virtud de la mencionada delegación, asumir todas las responsabilidades que la Ley y el Reglamento impongan a cada jefe de la Empresa, responsabilidades que le han sido expresamente delegadas al mismo tiempo que los poderes correspondientes. El titular de la presente delegación manifiesta su aceptación de los poderes que le son conferidos, colocando sobre un ejemplar de la presente, la mención manuscrita "Acepto la delegación de poderes", fechado y firmado después de esta mención.

La presente delegación de poderes será válida hasta el cambio de afectación o hasta la revocación del título. Las delegaciones o transferencias de poderes que hubieran podido ser consentidas por el titular, no serán válidas después de la expiración de la presente delegación.

Hecho en Roissy el 1° de octubre de 1998 (Firma ilegible)

(Sello seco) Dr. Francois Xavier Horen  
 Notario Asociado de París  
 Corte de Apelaciones  
 Certifico como verdadera la firma de

M. PASCAL DE IZAGUIRRE que consta en el parte interior.

París, 1° de octubre de 1998 (Firma ilegible)

El Ministerio de Relaciones Exteriores constata que la presente certificación de la firma se ha efectuado conforme a la Ley Francesa.

Por el Ministerio y por Delegación

(Firma) AGNES BEDIN  
 (Sello) Ministerio de Relaciones Exteriores

Hasta aquí la traducción

(Al reverso de la última página consta la autenticación de la firma del señor Agnes Bedin, por parte del Consulado del Ecuador en París). Dejo a salvo cualquier error u omisión involuntarios.

Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz  
 C.C. 170692375-0

Presentado hoy día, doce de mayo de mil novecientos noventa y nueve, a las diez horas - Certifico.

EL SECRETARIO

## SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

**DR. MARCIAL AGUINAGA MENESES**, en la diligencia de traducción del Poder N° 1/98 otorgado por el señor PASCAL DE IZAGUIRRE en su calidad de Director General del Centro de Líneas Americanas de la Compañía Nacional Francesa Air France, en Roissy, París - Francia, el 1° de octubre de 1998, ante el Notario Asociado Dr. Francois Xavier Horen, a favor del señor Franck Legre mediante el cual se le designa como apoderado y representante de la compañía Air France en el Ecuador, a Ud. atentamente digo:

Que estoy de acuerdo con el texto del Informe presentado por la perito-traductora señora Licenciada María Fernanda Aguinaga de Santacruz ya que el mismo contiene el texto ídolo del de la traducción del documento que tengo solicitada sea aprobado mediante sentencia.

Dr. Marcial I. Aguinaga M.  
 ABOGADO  
 Castillero Judicial N° 485  
 Matrícula N° 1148 - Quito

Presentado hoy día trece de mayo de mil novecientos noventa y nueve, a las diez horas - Certifico.

**JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.-** Quito, mayo 13 de 1999, a las 11:00.- VISTOS: Por no haberse formulado observación alguna al Informe de traducción presentado por la perita Lcda. María Fernanda Aguinaga de Santacruz, ADMINISTRANDO JUSTICIA EN NOMBRE DE LA REPUBLICA Y POR AUTORIDAD DE LA LEY, aprueba en todas sus partes, la traducción solicitada. - Notifíquese y devuélvase originales.

Dr. Germán González del Pozo

**JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.-** Quito, mayo 12 de 1999, a las 11:00.- El Informe que antecede, póngase en conocimiento de las partes a fin de que sea aprobado u observado en el término de 24 horas.

Dr. Germán González del Pozo

En Quito, a 12 de mayo de 1999, a las diecinueve horas, notifiqué con la providencia a Informe anteriores al Dr. Marcial Aguinaga Meneses, en su persona. - Certifico.

Lcdo. Juan Salvador Vásquez  
 SECRETARIO

En Quito, a catorce de mayo de mil novecientos noventa y nueve, a la quince horas, notifiqué con la sentencia anterior al Dr. Marcial Aguinaga Meneses en su persona. - Certifico.

Lcdo. Juan Salvador Vásquez  
 SECRETARIO

**RAZON:** A petición del Doctor Marcial Aguinaga, protocolizo en mi registro de escrituras públicas del corriente año, y en diez fojas útiles, el poder que antecede. - Quito, a catorce de junio de mil novecientos noventa y nueve. - (Firmado) El Notario, Doctor Jaime Nollivos Maldonado. - Sigue un sello.

**Es TERCERA COPIA CERTIFICADA**, del Poder, que se halla protocolizado en mi registro de escrituras públicas. - La confiere en Quito, a catorce de junio de mil novecientos noventa y nueve.

Dr. Jaime Nollivos Maldonado  
 NOTARIO DECIMO SEGUNDO

**RAZON:** En esta fecha queda inscrito el presente documento y la RESOLUCION número MIL OCHOCIENTOS VEINTITRES DEL SEÑOR INTENDENTE DE COMPAÑIAS DE QUITO de 29 de julio de 1999, bajo el número 1850 del REGISTRO MERCANTIL, Tomo 130. - Se tomó nota al margen de la inscripción número 20 del REGISTRO MERCANTIL, de calca de enero de mil novecientos sesenta y cinco, a Fojas 25 Via., Tomo 99. - Queda archivada la SEGUNDA COPIA certificada de la Protocolización, de 14 de junio de 1999, otorgada ante el NOTARIO DECIMO SEGUNDO, del Distrito Metropolitano de Quito, DOCTOR JAIME NOLLIVOS MALDONADO, referente al PODER que otorga la COMPAÑIA EXTRANJERA "AIR FRANCE" a favor del SEÑOR FRANCK LEGRE. - Se fijó un extracto para conservarlo por seis meses según ordena la ley con el número 1220. - Se da así cumplimiento a lo dispuesto en el ARTICULO SEGUNDO de la citada RESOLUCION, de conformidad a lo establecido en el Decreto 733 de 22 de agosto de 1975, publicado en el Registro Oficial 878 de 29 de agosto del mismo año. - Se anotó en el Repertorio bajo el número 014542. - Quito, a nueve de agosto de mil novecientos noventa y nueve. - EL REGISTRADOR.

Dr. Raúl Gaybor Secaira  
 REGISTRADOR MERCANTIL  
 DEL CANTON QUITO

## RESOLUCION N° 99.1.1.1.1823

DR. ROBERTO SALGADO VALDEZ  
 INTENDENTE DE COMPAÑIAS DE QUITO

### CONSIDERANDO:

QUE se ha presentado a este despacho tres testimonios de la protocolización otorga ante el Notario Décimo Segundo del cantón Quito, el 14 de junio de 1999 que contiene el Poder que el señor Director General del Centro de Líneas Americanas de la Compañía extranjera AIR FRANCE confiere al señor FRANCK LEGRE de nacionalidad francesa, con la solicitud para su calificación;

QUE la Dirección Jurídica de Trámites Especiales, mediante Memorando N° SC.IJ.DJ.CPTE.99.99 de 23 de julio de 1999, ha emitido Informe favorable sobre la suficiencia del mencionado Poder;

En uso de las facultades conferidas por el señor Superintendente de Compañías mediante Resolución N° ADM-98219 de 13 de octubre de 1998.

### RESUELVE:

ARTICULO PRIMERO.- CALIFICAR de suficientes los documentos otorgados en el exterior, allegados al Poder constante en la protocolización referida.

ARTICULO SEGUNDO.- DISPONER que el Registrador Mercantil del Distrito Metropolitano de Quito: a) Inscribe el mencionado Poder junto con este Resolución: fone nota de estos documentos al margen de la inscripción del permiso para operar en el Ecuador de la compañía extranjera AIR FRANCE de 14 de enero de 1965; y b) Siembre las razones respectivas.

ARTICULO TERCERO.- DISPONER que el texto íntegro del Poder se publique, por una vez, en uno de los periódicos de mayor circulación en el Distrito Metropolitano de Quito.

CUMPLIDO lo anterior, remítase a este despacho copia certificada de la protocolización respectiva.

COMUNIQUESE.- DADA y firmada en el Distrito Metropolitano de Quito, 29 de julio de 1999.

Dr. Roberto Salgado Valdez

Con esta fecha queda INSCRITA la presente Resolución, bajo el N° 1850 del REGISTRO MERCANTIL, Tomo 130, se da así cumplimiento a lo dispuesto en la misma, de conformidad a lo establecido en el Decreto 733 del 22 de agosto de 1975, publicado en el Registro Oficial 878 del 29 de agosto del mismo año.

Quito, agosto 9 de 1999

Dr. Raúl Gaybor Secaira  
 REGISTRADOR MERCANTIL  
 DEL CANTON QUITO

(011708)

RESOLUCION No. 99.1.1.1.1 <sup>14</sup> 1823

DE. ROBERTO SALGADO VALDEZ  
INTENDENTE DE COMPAÑIAS DE QUITO

CONSIDERANDO:

QUE se han presentado a este Despacho tres testimonios de la protocolización otorgada ante el Notario Décimo Segundo del cantón Quito, el 14 de junio de 1999 que contiene el Poder que el señor Director General del Centro de Líneas Americanas de la compañía extranjera AIR FRANCE confiere al señor FRANK LEGRE de nacionalidad francesa, con la solicitud para su calificación;

QUE la Dirección Jurídica de Trámites Especiales, mediante Memorando No. SC.IJ.DJCPTE.99.99 de 23 de julio de 1999, ha emitido informe favorable sobre la suficiencia del mencionado Poder;

En uso de las facultades conferidas por el señor Superintendente de Compañías mediante Resolución No. ADM-98219 de 13 de octubre de 1998.

RESUELVE:

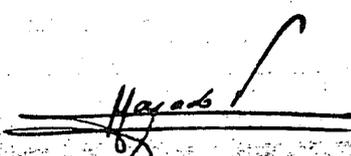
ARTICULO PRIMERO.- CALIFICAR de suficientes los documentos otorgados en el exterior, atinentes al Poder constante en la protocolización referida.

ARTICULO SEGUNDO.- DISPONER que el Registrador Mercantil del Distrito Metropolitano de Quito: a) Inscriba el mencionado Poder junto con esta Resolución; tome nota de estos documentos al margen de la inscripción del permiso para operar en el Ecuador de la compañía extranjera AIR FRANCE de 14 de enero de 1965; y, b) Siente las razones respectivas.

ARTICULO TERCERO.- DISPONER que el texto íntegro del Poder se publique, por una vez, en uno de los periódicos de mayor circulación en el Distrito Metropolitano de Quito.

CUMPLIDO lo anterior, remítase a este Despacho copia certificada de la protocolización respectiva.

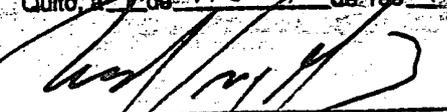
COMUNIQUESE.- DADA y firmada en el Distrito Metropolitano de Quito, 29 JUL 1999

  
DR. ROBERTO SALGADO VALDEZ

Con esta fecha queda INSCRITA la presente Resolución, bajo el N° 1850 del REGISTRO MERCANTIL, Tomo 130 se dá así cumplimiento a lo dispuesto en la misma, de conformidad a lo establecido en el Decreto 733 del 22 de Agosto de 1975, publicado en el Registro Oficial 878 del 28 de Agosto del mismo año.  
Quito, a 9 de AGOSTO de 1999

XLV/mir.  
Esp. 41



  
DR. RAÚL GAYBOR SECAIRA  
REGISTRADOR MERCANTIL  
DEL CANTON QUITO

ZON : A petición del doctor Marcial Aguinaga Meneses, protocolizo en mi registro de escrituras públicas del corriente año y en once fojas útiles, el Poder y más diligencias que anteceden.- Quito, a veinte y cinco de agosto de mil novecientos noventa y nueve .- ( firmado ) el Notario doctor Jaime Nolivos Maldonado.- Sigue un sello .-

Es PRIMERA COPIA CERTIFICADA, del Poder y más diligencias que se hallan protocolizados en mi registro de escrituras públicas.- La confiero en Quito, a veinte y cinco de agosto de mil novecientos noventa y nueve .-

*El Notario*

DR. JAIME NOLIVOS MALDONADO  
NOTARIO DECIMO SEGUNDO

